



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LEVER L'HYPOTHÈQUE SUR LE PROCESSUS ÉLECTORAL

La **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** estime que le processus électoral actuel caractérisé par les négociations secrètes entre le Président de la République Abdoulaye WADE et son ancien Premier Ministre Idrissa SECK et un climat préélectoral tendu où la confrontation a pris le pas sur le dialogue rendent l'horizon politique sénégalais de plus en plus incertain.

Les graves contentieux personnels et politiques d'Idy et Wade qui durent depuis bientôt quatre ans ont eu des effets totalement pervers sur les institutions de l'État et tout l'environnement social, politique et économique du pays. Le deuxième problème qui découle du premier est la décrédibilisation du processus électoral au point que la majorité des sénégalais tiennent pour suspecte la redondance du discours des autorités de l'État sur la tenue de la présidentielle du 25 février 2007.

Le moins que l'opinion publique sénégalaise et les citoyens sont en droit d'attendre de ces négociations secrètes c'est un minimum de transparence et d'explications à savoir l'agenda, les points discutés, les résultats obtenus et l'impact sur le contexte économique, politique et social. A part la libération de Bara TALL que nous saluons, **c'est le mystère le plus épais.**

Le plus surprenant dans tout cela, c'est la priorité accordée à ces négociations secrètes WADE/IDY sur la mission de conciliation de la CEDEAO conduite par Nicéphore SOGLO, ancien président du Bénin et membre du Forum des anciens Chefs d'État Africains dirigé par Nelson Mandela.

La **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** recommande fortement :

- Que le contenu des négociations secrètes soient porté à la connaissance des citoyens par Idy et Wade ;
- Que le Président de la République, les acteurs politiques et de la société civile réservent le meilleur accueil à la délégation de la CEDEAO et qu'ils lui facilitent la tâche qui consiste à contribuer à la décrispation et à la facilitation du dialogue politique et social pour des élections libres, transparentes et apaisées ;
- Que la marche de l'opposition soit autorisée et bien encadrée pour éviter ces images qui discréditent totalement le modèle démocratique sénégalais ;
- Que le PDS reporte ces contre manifestations prévues le même jour pour éviter les provocations et les affrontements qui risquent de compromettre sérieusement le processus électoral ;
- Que l'opposition s'abstienne de tout acte de nature à susciter la violence.

**Fait à Dakar, le 1^{er} février 2007.
Le Secrétariat Général**